

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 15 avril 1991.

**Art. 5.** L'Exécutif charge le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 1991.

Pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Le Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire,  
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

F. 91 — 2232

**4 JUILLET 1991.** — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale portant création d'un service d'outplacement auprès de l'Office régional bruxellois de l'emploi

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 janvier 1989;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 1988 fixant la date de l'entrée en vigueur partielle de l'article 14 de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi, notamment l'article 4, 1<sup>o</sup>;

Vu l'avis favorable du Comité de Gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi, donné le 24 juillet 1990;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juin 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Office régional bruxellois de l'emploi a dans ses missions la promotion et l'organisation du recrutement et du placement des travailleurs;

Considérant que, de ce fait, il se doit d'être présent sur le marché de l'outplacement et d'offrir ainsi une alternative publique aux initiatives prises par le secteur privé en ce domaine;

Considérant que le développement rapide du marché de l'outplacement nécessite que la présence du secteur public y soit assurée sans retard;

Sur la proposition du Ministre-Président chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution.

**Art. 2.** Il est créé, auprès de l'Office régional bruxellois de l'emploi un service d'outplacement, dont l'activité consiste à fournir aux travailleurs licenciés une assistance individuelle ou collective en vue de leur donner tous les moyens de retrouver un travail approprié dans les meilleurs délais.

**Art. 3.** L'assistance du service d'outplacement est fournie à la demande de l'employeur et moyennant l'accord préalable des travailleurs qu'elle concerne.

Préalablement à sa mise en œuvre, cette assistance fait l'objet d'une convention d'outplacement entre l'employeur et l'Office régional bruxellois de l'emploi.

**Art. 4.** Dit arrêté a effet à compter du 15 avril 1991.

**Art. 5.** De l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi, est chargé de l'application de ce décret.

Bruxelles, le 27 juin 1991.

Pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Le Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire,  
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

N. 91 — 2232

**4 JULI 1991.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende oprichting van een outplacementdienst bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1<sup>er</sup>, IX, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructureren van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 1988 tot vaststelling van de datum van gedeeltelijke inwerkingtreding van artikel 14 van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructureren van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 4, 1<sup>o</sup>;

Gelet op het gunstig advies van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling, gegeven op 24 juli 1990;

Gelet op de beraadslaging van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 20 juni 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling de bevordering en de organisatie van de aanwerving en de plaatsing van de werknemers heeft;

Overwegende dat bedoelde Dienst derhalve aanwezig moet zijn op de outplacementmarkt om zodoende een openbaar alternatief aan te bieden voor de initiatieven die ter zake door de privé-sector genomen worden;

Overwegende dat de snelle ontwikkeling van de outplacementmarkt vereist dat de aanwezigheid van de openbare sector er onverwijld verzekerd wordt;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet.

**Art. 2.** Bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling wordt een outplacementdienst opgericht waarvan de activiteiten erin bestaan aan de afgedankte werknemers een individuele of collectieve begeleiding te verschaffen om ze in staat te stellen een geschikte betrekking binnen de kortste termijn te vinden.

**Art. 3.** De begeleiding door de outplacementdienst wordt verschaft op verzoek van de werkgever en mits het voorafgaand akkoord van de betrokkenen.

Voor haar inwerkingtreding maakt bedoelde begeleiding het voorwerp uit van een outplacementovereenkomst gesloten tussen de werkgever en de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling.

**Art. 4.** L'assistance fournie par le service outplacement comprend :

- 1<sup>o</sup> un encadrement psychologique;
- 2<sup>o</sup> l'établissement d'un bilan personnel;
- 3<sup>o</sup> une aide à l'élaboration d'une campagne de recherche d'emplois et à sa mise en œuvre;
- 4<sup>o</sup> une assistance lors de la négociation de nouveaux contrats;
- 5<sup>o</sup> une assistance lors de l'intégration dans le nouveau milieu de travail;
- 6<sup>o</sup> une aide logistique et administrative.

**Art. 5.** Les tarifs des activités d'outplacement sont déterminés sur proposition du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant l'emploi dans ses attributions et sont exclusivement à la charge de l'employeur. Ils ne peuvent en aucun cas être supportés par les travailleurs licenciés.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1991.

**Art. 7.** Le Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 1991.

Pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

F. 91 — 2233

**11 JUILLET 1991.** — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale étendant le champ d'application du chapitre III — troisième circuit de travail — de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, IX, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 janvier 1989;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, notamment l'article 14, alinéa 2, y inséré par l'arrêté royal n° 473 du 28 octobre 1986;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 juillet 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le bon déroulement des actions de coordination confiées par l'Exécutif aux missions locales oeuvrant dans le domaine de l'emploi et de l'insertion socio-professionnelle requiert qu'il soit satisfait sans retard aux demandes de travailleurs du troisième circuit de travail introduites par ces dernières;

Considérant que l'existence de liens de divers ordres entre les pouvoirs publics locaux ou régionaux et ces missions locales font actuellement obstacle à ces demandes soient satisfaites, parce qu'ils font relever les missions locales de la catégorie des associations dans la création ou la direction desquelles le pouvoir public local est prépondérant, lesquelles sont exclues du champ d'application du troisième circuit de travail par l'article 14, alinéa 1er, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 précité;

Considérant que l'existence de ces liens ne traduit pas tant la prépondérance des pouvoirs locaux au sein des missions locales que le souci de ces dernières de rassembler l'ensemble des acteurs locaux ou régionaux de l'insertion socio-professionnelle et qu'il

**Art. 4.** De begeleiding die verschaft wordt door de outplacementsdienst omvat :

- 1<sup>o</sup> psychologische begeleiding;
- 2<sup>o</sup> het opmaken van een persoonlijke balans;
- 3<sup>o</sup> hulp bij het opbouwen van een zoekcampagne naar betrekkingen en de uitwerking ervan;
- 4<sup>o</sup> begeleiding tijdens de onderhandeling van de nieuwe arbeidsovereenkomsten;
- 5<sup>o</sup> begeleiding tijdens de integratie in het nieuwe werkmilieu;
- 6<sup>o</sup> logistieke en administratieve steun.

**Art. 5.** De tarieven voor outplacement-activiteiten worden op voorstel van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling bepaald door de Minister of de Staatssecretaris bevoegd voor tewerkstelling en vallen uitsluitend ten laste van de werkgever. Ze mogen in geen enkel geval door de afgedankte werknemers gedragen worden.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1991.

**Art. 7.** De Minister-Voorzitter, belast mét Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juli 1991.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter, bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

N. 91 — 2233

**11 JULI 1991 — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot uitbreiding van het toepassingsgebied van het hoofdstuk III — derde arbeidscircuit — van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector**

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikel 14, tweede lid ingevoegd bij het koninklijk besluit n° 473 van 28 oktober 1986;

Gelet op de beraadslaging van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 11 juli 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de goede uitvoering van de coördinatieacties die door de Executieve aan de plaatselijke organismen aktief op het vlak van werkgelegenheid en van sociaal-professionele inschakeling werden toevertrouwd vereist dat er onverwijdert gunstig gevolg wordt gegeven aan de door deze plaatselijke organismen ingediende aanvragen tot tewerkstelling van werknemers in het stelsel van het derde arbeidscircuit.

Overwegende dat het bestaan van banden van verschillende aard tussen de plaatselijke of gewestelijke overheden en deze plaatselijke organismen nu een beletsel vormen voor het geven van gunstig gevolg aan deze aanvragen, omdat deze banden er toe leiden dat deze organismen beschouwd worden als verenigingen waarin de plaatselijke overheid bij de oprichting en de leiding een overwegende rol speelt en ze daardoor niet in aanmerking komen voor het derde arbeidscircuit, uit hoofde van artikel 14, § 1, 3<sup>o</sup>, van het voorname koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982;

Overwegende dat het bestaan van deze banden niet zozeer een aanduiding is van de overwegende rol van de plaatselijke organismen, maar van de zorg die bij deze laatste leeft om alle plaatselijke en gewestelijke betrokkenen bij de sociaal-professionele